

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

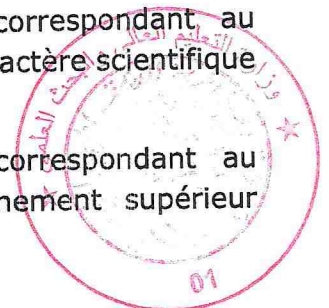
Arrêté n° 804 du 14 JUIL. 2021

Fixant les modalités d'application

des dispositions relatives à l'obtention de l'habilitation universitaire

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,

- Vu la Loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;
- Vu le décret présidentiel n°21-281 du 26 Dhou El Kaâda 1442 correspondant au 7 juillet 2021, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°01-208 du 2 Joumada el oula 1422 correspondant au 23 juillet 2001, fixant les attributions, la composition et le fonctionnement des organes régionaux et de la conférence nationale des universités ;
- Vu le décret exécutif n°01-293 du 13 Rajab 1422 correspondant au 1er octobre 2001, complété, relatif aux tâches d'enseignement et de formation assurées à titre d'occupation accessoire par des enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs, des personnels chercheurs et d'autres agents publics;
- Vu le décret exécutif n°03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université ;
- Vu le décret exécutif n°05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire
- Vu le décret exécutif n°08-130 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008, portant statut particulier de l'enseignant chercheur ;
- Vu le décret exécutif n°08-131 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008, portant statut particulier de chercheur permanent ;
- Vu le décret exécutif n°08-265 du 17 Chaabane 1429 correspondant 19 août 2008, Portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat ;
- Vu le décret exécutif n°11-396 du 28 Dhou El Hidja 1432 correspondant au 24 novembre 2011 fixant le statut-type de l'Etablissement public à caractère scientifique et technologique ;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;



- Vu le décret exécutif n°16-176 du 9 Ramadan 1437 correspondant au 14 juin 2016, fixant le statut-type de l'école supérieure ;
- Vu le décret exécutif n°21-50 du 14 Joumada Ethania 1442 correspondant au 28 janvier 2021 fixant les conditions et modalités d'obtention de l'habilitation universitaire, notamment ses articles 4, 6 et 8 ;
- Vu le décret exécutif n°21-134 du 24 Chaabane 1442 correspondant au 07 avril 2021, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Vu l'arrêté n°170 du 20 février 2018, fixant les modalités de mise en œuvre des dispositions relatives à l'habilitation universitaire ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : En application des dispositions des articles 4, 6 et 8 du décret exécutif n°21-50 du 28 janvier 2021, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions régionales d'habilitation universitaire, ainsi que la composition, les modalités et les délais de dépôt du dossier de candidature et son évaluation.

Art. 02 : La commission régionale d'habilitation universitaire est composée d'enseignants-chercheurs et de chercheurs permanents en activité, de grade de professeur ou de directeur de recherche, ayant une ancienneté de trois (3) années, au moins, en cette qualité, pour une durée de trois (03) années non renouvelable.

La commission régionale d'habilitation universitaire est organisée en sous commissions selon le domaine et/ou la filière.

Les membres des sous commissions et ses présidents sont désignés, par arrêté du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Art. 03 : Les membres de la commission régionale d'habilitation universitaire sont choisis sur la base de leurs compétences pédagogiques, scientifiques et de recherche par domaine et par filière, sur proposition des présidents des conférences régionales des universités.

Art. 04 : La commission régionale d'habilitation universitaire est présidée par le président de la conférence régionale des universités et coordonne ses travaux.

Art. 05 : La commission régionale d'habilitation universitaire, à travers ses sous commissions, est chargée notamment de :

- Examiner et évaluer les dossiers des candidats ;
- Elaborer le Procès-Verbal des résultats de l'examen et de l'évaluation des dossiers des candidats. Ce Procès-Verbal doit contenir les listes nominatives des candidats admis à l'habilitation et les listes nominatives des candidats rejetés avec les motifs de refus ;
- Etudier et statuer sur les recours.



Art. 06 : La commission régionale d'habilitation universitaire se réunit deux (02) fois par an pour examiner et évaluer les dossiers des candidatures lors de deux (02) sessions annoncées par les services compétents de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Art. 07 : Le candidat à l'habilitation universitaire doit remplir les conditions suivantes :

- avoir le grade de maître de conférences classe « B » ou maître de recherche classe « B » ;
- être en position d'activité effective depuis trois (03) années au minimum, consécutives ou séquentielles, dans un ou plusieurs établissements universitaire ou de recherche ;
- être titulaire, depuis au moins une (01) année, d'un diplôme de doctorat ou d'un titre étranger reconnu équivalent ;
- Déposer un dossier de candidature à l'habilitation universitaire dans la filière du diplôme de doctorat ;
- Etre auteur principal d'une (01) publication hors thèse au minimum, soumise et publiée après la soutenance de doctorat.

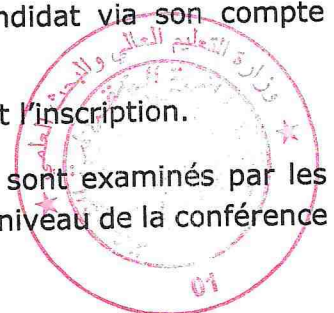
Art. 08 : Le dossier de candidature à l'habilitation universitaire comprend :

- Une demande manuscrite adressée au président de la commission régionale d'habilitation universitaire ;
- Un curriculum vitae qui reprend les différentes étapes du parcours professionnel du candidat ;
- Une copie de la décision de titularisation dans le grade de maître de conférences classe « B » ou maître de recherche classe « B » ;
- Une attestation de fonction récente ;
- Une copie des diplômes universitaires obtenus ;
- Une copie de la thèse de doctorat ;
- L'ensemble des travaux pédagogiques réalisés durant la carrière professionnelle universitaire du candidat ;
- L'ensemble des travaux de recherche hors thèse réalisés après l'obtention du diplôme de doctorat ;
- Un rapport sur les activités d'enseignement, d'encadrement, d'expertise et d'évaluation réalisées par le candidat durant sa carrière professionnelle ;
- Un rapport sur les activités de recherche réalisées par le candidat, après avoir obtenu son diplôme de doctorat ;
- Une synthèse de cinq (5) à dix (10) pages de l'ensemble des travaux pédagogiques et scientifiques, rédigée en langue nationale et dans l'une des deux (02) langues, française ou anglaise.

Art. 09 : Le dossier de candidature à l'habilitation universitaire est déposé exclusivement sur la plateforme numérique dédiée à cette opération par le candidat via son compte électronique, attribué par son établissement d'appartenance.

Après le dépôt du dossier, le candidat reçoit un récépissé confirmant l'inscription.

Art. 10 : Les dossiers de candidature à l'habilitation universitaire sont examinés par les membres de la commission régionale d'habilitation universitaire, au niveau de la conférence régionale à laquelle appartient l'établissement du candidat.



Art. 11 : Le dossier de candidature à l'habilitation universitaire est recevable s'il satisfait aux conditions et à la composition du dossier fixées par les articles 7 et 8 du présent arrêté.

Art. 12 : Les dossiers de candidature à l'habilitation universitaire acceptés sont soumis à l'examen et à l'évaluation par les membres de la sous-commission appartenant au domaine et/ou à la filière du candidat, conformément à la grille d'évaluation annexée à cet arrêté.

Art. 13 : La commission régionale d'habilitation universitaire procède aux délibérations et à l'élaboration du PV des résultats en s'appuyant sur les travaux des sous-commissions.

La sous-commission prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 14 : Les présidents des commissions régionales d'habilitation universitaires transmettent les PV des résultats au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour approbation et notification aux directeurs d'établissements concernés dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours à compter de la date de réception des PV des résultats.

Art. 15 : Le directeur de l'établissement auquel appartient le candidat admis à l'habilitation universitaire, procède juste après lui avoir notifié les résultats à l'élaboration de l'arrêté de promotion du candidat au grade de maître de conférences classe « A » ou maître de recherche classe « A ».

Art. 16 : Dans le cas où l'habilitation universitaire est refusée, le directeur de l'établissement informe le candidat de la décision de la commission régionale d'habilitation universitaire par écrit, accompagnée des motifs ayant justifié sa décision.

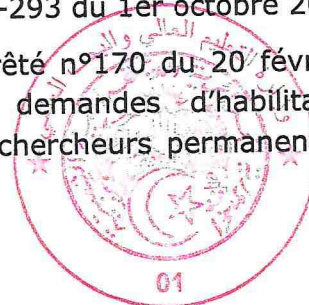
Art. 17 : Le candidat ajourné peut introduire un recours via la même plateforme numérique auprès de la commission régionale d'habilitation universitaire, dans un délai de huit (08) jours, à compter de la date de la notification de la décision de refus de son habilitation universitaire.

Art. 18 : En cas de recours, les commissions régionales de l'habilitation universitaire se chargent, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de présentation du recours, de l'élaboration du PV des résultats de l'examen des recours qui sera transmis à travers ses présidents au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, pour approbation et notification aux directeurs d'établissements concernés afin de prendre les dispositions nécessaires, selon le cas, conformément aux dispositions des articles 15 et 16 suscités.

La décision prise après l'examen du recours est définitive.

Art. 19 : Les membres des commissions régionales d'habilitation universitaire sont rémunérés conformément au décret exécutif n°01-293 du 1er octobre 2001, susvisé.

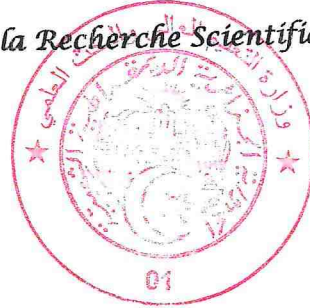
Art. 20 : Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n°170 du 20 février 2018, susvisé. Néanmoins elles demeurent applicables aux demandes d'habilitation universitaire déposées par les enseignants-chercheurs et les chercheurs permanents, avant la fin de l'année anniversaire 2020-2021.



Art. 21 : Le directeur général des enseignements et de la formation, le directeur des ressources humaines et le directeur des finances du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et les présidents des conférences régionales des universités ainsi que les directeurs d'établissements universitaires et de recherche, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Fait à Alger, le 14 JUIL. 2021

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique*



Fixant les modalités d'application des dispositions relatives à l'obtention de l'habilitation universitaire

Grille d'Evaluation pour une Habilitation Universitaire

1- La Pédagogie :

A/ Les enseignements :

- Enseignement de cours : **15 pts/an (45pts max)** ;
- Enseignement de travaux dirigés : **8pts/an (24pts max)** ;
- Encadrement de travaux pratiques : **5pts /an (15pts max)** ;
- Cours en ligne validés par les organes scientifiques: **15pts**.

B/ Les activités pédagogiques :

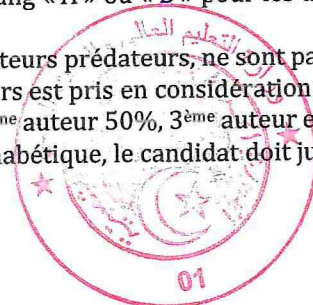
- Polycopié de cours validé par les instances scientifiques : **12pts/ polycopié (24pts max)** ;
- Ouvrage(s) pédagogique(s) édité(s) : **30pts** ;
- Tutorat attesté par le chef de département : **3pts/année (9pts max)** ;
- Suivi des étudiants stagiaires en entreprise: **6pts/année (18 pts max)** ;
- Participation à la relation université-milieu socio-économique attestée par le chef de département: **5pts** ;
- Participation à l'animation pédagogique, sous forme de séminaire, atelier, responsabilité pédagogique, présidence CP, ... attestée par le chef de département : **5pts** ;
- Encadrement de mémoires de Licence (y compris mémoires des ENS), Ingéniorat ou équivalent, Master, PGS, Magister : **9pts/mémoire (27pts max)**.

2- Activités de recherche :

- Publications de rang « A+ » et plus : **100pts/publication** ;
- Publications de rang « A » : **90pts/publication** ;
- Publications de rang « B » : **60pts/publication** ;
- Publications de rang « C » : **40pts/publication (80 pts max)** ;
- Brevet **PCT OMPI** (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle) : **40 pts/ brevet** ;
- Brevet **INAPI** (Institut National Algérien de la Propriété Industrielle) : **20 pts/brevet** ;
- Communications internationales : **20 pts/communication (40 pts max)+ 5 points/ communication** pour les colloques et communications dont les proceedings sont indexés WOS ou SCOPUS ;
- Communications nationales : **10 pts/communication (20 pts max)** ;
- Co-encadrement de doctorat : **20pts** ;
- Ouvrage(s) scientifique(s) édité(s) dans la spécialité: **20 pts** ;
- Participation à la formation doctorale, sous forme de séminaire ou autre, attestée par le Responsable de la Formation Doctorale et le Vice Doyen de la PG: **15pts** ;
- Participation à l'organisation de manifestation scientifique : **5pts/participation (10pts max)** ;
- Projets de coopération internationale: **5pts/participation (10pts max)** ;
- Participation à l'activité scientifique (expertise, ...): **5pts/participation (15pts max)** ;
- Participation aux activités de recherche (PRFU, PNR ...): **5 pts/participation (10 pts max)**.

NB :

- La publication de l'article est obligatoire dans une revue de rang « A » ou « B » pour les domaines S&T et de rang « A » ou « B » ou « C » pour les domaines SHS..
- Les articles parus dans des revues prédatrices ou chez des éditeurs prédateurs, ne sont pas acceptées.
- Excepté la publication obligatoire, le classement des Co-auteurs est pris en considération comme suit : 1er auteur bénéficie de 100% des points accordés pour la publication, 2^{ème} auteur 50%, 3^{ème} auteur et au-delà 25%.
- Pour les disciplines qui adoptent le classement par ordre alphabétique, le candidat doit justifier sa position parmi les co-auteurs.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

قرار رقم 804 مؤرخ في 14 جويلية 2021

يحدد كفايات تطبيق الأحكام المتعلقة بالحصول على التأهيل الجامعي

إن وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-281 المؤرخ في 26 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01-208 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1422 الموافق 23 يوليو سنة 2001 الذي يحدد صلاحيات الهيئات الجهوية والندوة الوطنية للجامعات وتشكيلها وسيرها،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01-293 المؤرخ في 13 رجب عام 1422 الموافق 1 أكتوبر سنة 2001 والمتعلق بمهام التعليم والتكوين التي يقوم بها أساتذة التعليم والتكوين العالين ومستخدمو البحث وأعاون عموميون آخرون باعتبارها عملا ثانويًا، المتمم،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003 الذي يحدد مهام الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها، المعدل والمتمم،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-130 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالأستاذ الباحث،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-131 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالباحث الدائم،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08-265 المؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008 والمتضمن نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس وشهادة الماجستير وشهادة الدكتوراه،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 11-396 المؤرخ في 28 ذي الحجة عام 1432 الموافق 24 نوفمبر سنة 2011 الذي يحدد القانون الأساسي النموذجي للمؤسسة العمومية ذات الطابع العلمي والتكنولوجي،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1434 الموافق 30 يناير سنة 2013 الذي يحدد صلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،



- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 16-176 المؤرخ في 9 رمضان عام 1437 الموافق 14 يونيو سنة 2016 الذي يحدّد القانون الأساسي النموذجي للمدرسة العليا،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 21-50 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1442 الموافق 28 جانفي سنة 2021 الذي يحدّد شروط وكيفيات الحصول على التأهيل الجامعي، لاسيما المواد 4،6 و8 منه،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 21-134 المؤرخ في 24 شعبان عام 1442 الموافق 7 أبريل سنة 2021 والمتضمّن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة التّعليم العالي والبحث العلمي،
- وبمقتضى القرار رقم 170 المؤرخ في 20 فيفري 2018 والذي يحدّد كيفيات تطبيق الأحكام المتعلقة بالتأهيل الجامعي،

يقرّر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقًا لأحكام المواد 4 و6 و8 من المرسوم التنفيذي رقم 21-50 المؤرخ في 28 جانفي سنة 2021، المذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد تشكيلة اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي وتنظيمها وسيرها، ومكوّنات ملف الترشيح وكيفيات وأجال إيداعه وتقييمه.

المادة 2: تتشكل اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي من أساتذة باحثين وباحثين دائمين في وضعية نشاط برتبة أستاذ أو مدير بحث يتمتعون على الأقل بثلاث (03) سنوات أقدمية بهذه الصفة لمدة ثلاث (03) سنوات غير قابلة للتجديد.

تُنظّم اللّجنة الجهوية للتأهيل الجامعي في شكل لجان فرعية حسب الميدان و/أو الشعبة. يعيّن أعضاء اللجان الفرعية ورؤساؤها بقرار من وزير التّعليم العالي والبحث العلمي.

المادة 3: يتمّ اختيار أعضاء اللّجنة الجهوية للتأهيل الجامعي على أساس كفاءتهم البيداغوجية والعلمية والبحثية حسب الميدان والشعبة، بناء على اقتراح من رؤساء الندوات الجهوية للجامعات.

المادة 4: يتّأس اللّجنة الجهوية للتأهيل الجامعي رئيس الندوة الجهوية للجامعات ويُنسّق أعمالها.

المادة 5: تتكفل اللّجنة الجهوية للتأهيل الجامعي، عبر لجانها الفرعية، على الخصوص بما يلي:

- دراسة ملفات المترشحين وتقييمها،
- إعداد محضر نتائج دراسة وتقييم ملفات المترشحين الذي يجب أن يتضمّن القوائم الاسمية للمترشحين المقبول تأهيلهم، والقوائم الاسمية للمترشحين المرفوض تأهيلهم مع تعليل أسباب الرفض،
- دراسة الطعون والفصل فيها.

المادة 6: تجتمع اللّجنة الجهوية للتأهيل الجامعي مرتين (02) في السّنة لدراسة ملفات الترشيح وتقييمها خلال دورتين (02) يتمّ الإعلان عنهما من طرف المصالح المختصة بالإدارة المركزية لوزارة التعليم العالي والبحث العلمي.



المادة 7: يجب أن يستوفي المترشح للتأهيل الجامعي الشروط الآتية:

- أن يكون حائزاً على رتبة أستاذ محاضر قسم "ب" أو أستاذ بحث قسم "ب"،
- أن يكون في وضعية نشاط فعلي منذ ثلاث (03) سنوات على الأقل، متتالية أو متفرقة، في مؤسسة واحدة أو في مؤسسات جامعية أو بحثية عدة،
- أن يكون متحصلاً على شهادة دكتوراه، أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها، منذ سنة (01) على الأقل.
- أن يقدم ملف الترشح للتأهيل الجامعي في الشعبة المدرجة في شهادة الدكتوراه المتحصّل عليها،
- أن يكون المترشح، المؤلف الرئيسي لمقال واحد (01) على الأقل خارج الأطروحة، مودع ومنشور بعد مناقشة أطروحة الدكتوراه.

المادة 8: يتكوّن ملف الترشح للتأهيل الجامعي من:

- طلب خطي موجه إلى رئيس اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي،
- بيان السيرة الذاتية يتضمّن مراحل المسار المهني للمترشح،
- نسخة من مقرر التثبيت في رتبة أستاذ محاضر قسم "ب" أو "أستاذ بحث قسم "ب"،
- شهادة عمل حديثة،
- نسخة عن الشهادات الجامعية المتحصّل عليها،
- نسخة عن أطروحة الدكتوراه،
- مجموع الأعمال البيداغوجية والعلمية المنجزة خلال مساره المهني الجامعي،
- مجموع الأعمال البحثية خارج الأطروحة المنجزة بعد الحصول على شهادة الدكتوراه،
- تقرير عن الأنشطة التعليمية والتأطيرية والخبرة والتقييم التي أنجزها المترشح خلال مساره المهني،
- تقرير عن الأنشطة البحثية التي أنجزها المترشح بعد الحصول على شهادة الدكتوراه،
- ملخص من خمسة (5) إلى عشر (10) صفحات يتضمّن مجموع الأعمال البيداغوجية والعلمية يحرر باللغة الوطنية وبإحدى اللغتين الإنجليزية أو الفرنسية.

المادة 9: يودع ملف الترشح للتأهيل الجامعي حصرياً على المنصة الرقمية المخصصة لهذه العملية عن طريق الحساب الإلكتروني الممنوح للمترشح(ة) من طرف مؤسسة الانتماء.

يستلم المترشح بعد إيداع الملف وصل تأكيد التسجيل.

المادة 10: تُدرس ملفات الترشح للتأهيل الجامعي من طرف أعضاء اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي على مستوى الندوة الجهوية التابعة لها مؤسسة المترشح.

المادة 11: يُقبَلُ ملفُ الترشح للتأهيل الجامعي في حالة استيفائه الشروط ومكونات الملف المحددة في

المادتين 7 و 8 من هذا القرار.

المادة 12: تخضع ملفات الترشح للتأهيل الجامعي المقبولة إلى الدراسة والتقييم من طرف أعضاء اللجنة الفرعية الذين ينتمون لميدان و/أو شعبة المترشح وفقاً لشبكة التقييم الملحقة بهذا القرار.

المادة 13: تتداول اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي وتعدّ محضر النتائج بناء على أشغال اللجان الفرعية. تتخذ اللجنة الفرعية قراراتها بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين، وفي حالة تعادل الأصوات يكون صوت رئيسها مرجحًا.

المادة 14: يُرسل رؤساء اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي محاضر النتائج إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي للمصادقة عليها وتبليغها إلى مديري المؤسسات المعنية في أجل لا يتعدى خمسة عشر (15) يوما ابتداء من تاريخ استلامه محاضر النتائج.

المادة 15: يقوم مدير المؤسسة التي ينتمي إليها المترشح الناجح في التأهيل الجامعي، مباشرة بعد تبليغه بالنتائج، بإعداد قرار الترقية إلى رتبة أستاذ محاضر قسم "أ" أو أستاذ بحث قسم "أ".

المادة 16: في حالة رفض التأهيل الجامعي، يُبلّغ مدير المؤسسة المعنية قرار اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي كتابيًا إلى المترشح، مرفقا بالأسباب التي علّلت قرارها.

المادة 17: يمكن المترشح غير الناجح تقديم طعن عن طريق المنصة الرقمية نفسها على مستوى اللجنة الجهوية للتأهيل الجامعي في أجل ثمانية (8) أيام، ابتداءً من تاريخ تبليغه بقرار رفض تأهيله الجامعي.

المادة 18: تتولّى اللجان الجهوية للتأهيل الجامعي في حالة الطعن، في أجل خمسة عشر (15) يومًا ابتداءً من تاريخ تقديم الطعن، إعداد محضر نتائج دراسة الطعون، الذي يُرسل عبر رؤسائها إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي للمصادقة وتبليغ مديري المؤسسات المعنية لاتخاذ الإجراءات اللازمة، حسب الحالة، وفقا لأحكام المادتين 15 و16 المذكورتين أعلاه. يعتبر قرار الفصل في الطعن نهائيًا.

المادة 19: تتمّ مكافأة أعضاء اللجنة الجهوية للتأهيل وفقًا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 01-293 المؤرخ في 1 أكتوبر 2001، والمذكور أعلاه.

المادة 20: تُلغى أحكام القرار رقم 170 المؤرخ في 20 فيفري 2018 والمذكور أعلاه، غير أن أحكامه تبقى سارية بالنسبة لطلبات التأهيل الجامعي المودعة من طرف الأساتذة الباحثين والباحثين الدائمين قبل نهاية السنة الجامعية 2020-2021.

المادة 21: يُكلّف كلّ من المدير العام للتعليم والتكوين ومدير الموارد البشرية ومدير المالية بوزارة التعليم العالي والبحث العلمي ورؤساء الندوات الجهوية للجامعات ومديري المؤسسات الجامعية والبحثية، كلّ فيما يخصه، بتنفيذ هذا القرار الذي سينشر في النشرة الرسمية للتعليم العالي والبحث العلمي.

حرر بالجزائر هي، 14 جويلية 2021

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

أحمد عبد الباقي بن زيان

شبكة التقييم لأجل الحصول على التأهيل الجامعي

1- البيداغوجيا:

أ/ التعليم:

- الدروس: 15 نقطة/السنة (45 نقطة على الأكثر)،
- الأعمال الموجهة: 8 نقاط/السنة (24 نقطة على الأكثر)،
- الأعمال التطبيقية: 5 نقاط/السنة (15 نقطة على الأكثر)،
- دروس عبر الخط مصادق عليها من طرف الهيئات العلمية: 15 نقطة.

ب/ النشاطات البيداغوجية:

- مطبوعة دروس مصادق عليها من طرف الهيئات العلمية: 12 نقطة/المطبوعة (24 نقطة على الأكثر)،
- نشر مؤلفات بيداغوجية: 30 نقطة،
- القيام بالوصاية مصادق عليها من طرف رئيس القسم: 3 نقاط/السنة (9 نقاط على الأكثر)،
- متابعة الطلبة المترشحين في المؤسسة: 6 نقاط/السنة (18 على الأكثر)،
- المشاركة في العلاقة بين الجامعة والمحيط الاجتماعي والاقتصادي والمصادق عليها من طرف رئيس القسم: 5 نقاط.
- المشاركة في التنشيط البيداغوجي على شكل ندوات، ورشات، المسؤوليات البيداغوجية، رئاسة اللجان البيداغوجية... مصادق عليها من طرف رئيس القسم: 5 نقاط،
- تأطير مذكرة ليسانس (بما في ذلك مذكرات المدارس العليا للأساتذة)، الهندسة أو ما يعادلها، ماستر، ما بعد التدرج المتخصص، ماجستير: 9 نقاط/المذكرة (27 نقطة على الأكثر)،

2- نشاطات البحث:

- منشورات دولية من الصنف "أ" وأكثر: 100 نقطة/المنشور،
- منشورات دولية من الصنف "أ": 90 نقطة/المنشور،
- منشورات دولية من الصنف "ب": 60 نقطة/المنشور،
- منشورات وطنية من الصنف "ج": 40 نقطة/المنشور (80 نقطة على الأكثر)،
- براءة اختراع PCT OMPI (المنظمة العالمية للملكية الفكرية): 40 نقطة/براءة اختراع،
- براءة اختراع INAPI (المعهد الجزائري للملكية الصناعية): 20 نقطة/براءة اختراع،
- مداخلات دولية: 20 نقطة/المداخلة (40 نقطة على الأكثر) + 5 نقاط/المداخلة بالنسبة للملتقيات والمداخلات المتضمنة لـ "Proceeding" المفهرسة على قاعدة البيانات WOS أو SCOPUS،
- مداخلات وطنية: 10 نقاط/المداخلة (20 نقطة على الأكثر)،
- المساعدة في الإشراف على أطروحة الدكتوراه: 20 نقطة،
- نشر مؤلفات علمية في التخصص: 20 نقطة،
- المشاركة في التكوين في الدكتوراه في شكل ندوات أو غيرها، مصادق عليها من طرف مسؤول التكوين في الدكتوراه ونائب العميد لما بعد التدرج: 15 نقطة،
- المشاركة في تنظيم تظاهرة علمية: 5 نقاط/المشاركة (10 نقاط على الأكثر)،
- مشاريع تعاون دولية: 5 نقاط/المشاركة (10 نقاط على الأكثر)،
- المشاركة في النشاطات العلمية (الخبرة، ...): 5 نقاط/المشاركة (15 نقاط على الأكثر)،
- المشاركة في نشاطات البحث (PNR، PRFU، ...): 5 نقاط/المشاركة (10 نقاط على الأكثر).

ملاحظات:

- نشر المقال إجباري في المجالات ذات الصنف "أ" أو "ب" بالنسبة لميادين العلوم والتكنولوجيا والصنف "أ" أو "ب" أو "ج" بالنسبة لميادين العلوم الإنسانية والاجتماعية.
- المقالات المنشورة في مجلات مفترسة أو لدى محرر مفترس تعتبر غير مقبولة.
- ما عدا المقال الإجباري، يؤخذ بعين الاعتبار ترتيب المؤلفين على النحو التالي: يحوز أول مؤلف على 100% من نقاط المقال، ثان مؤلف على 50% من نقاط المقال، ثالث مؤلف أو أكثر على 25% من نقاط المقال.
- يجب على المترشح أن يبرر مركزه بين المؤلفين المشاركين بالنسبة للمجالات التي تعتمد الترتيب الأبجدي.